



29 juin 2023 – Auditorium Clifford Chance



CLIFFORD
CHANCE





Rodolphe Delacroix
Alixio

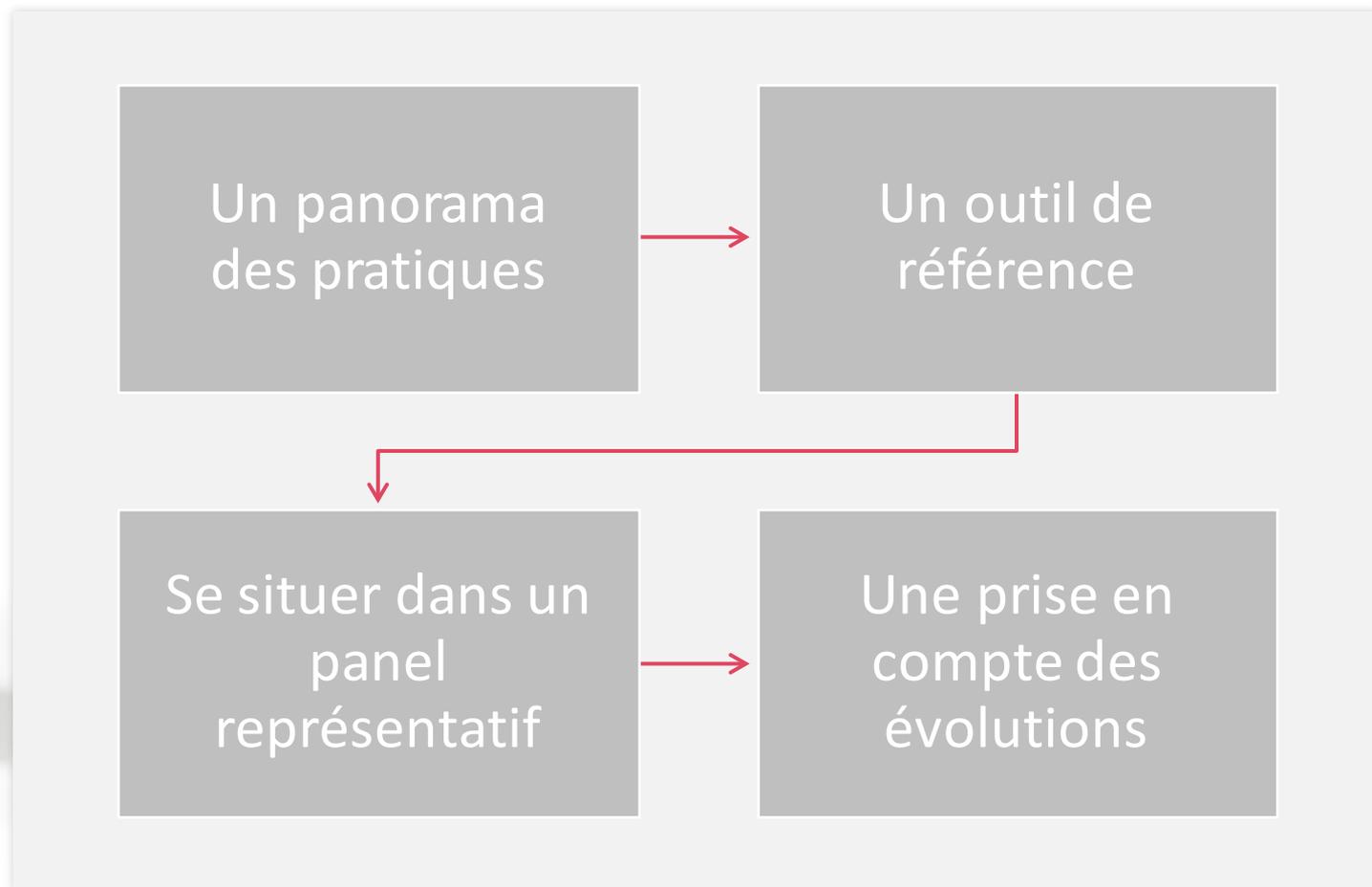


Olivier Paon
FAS

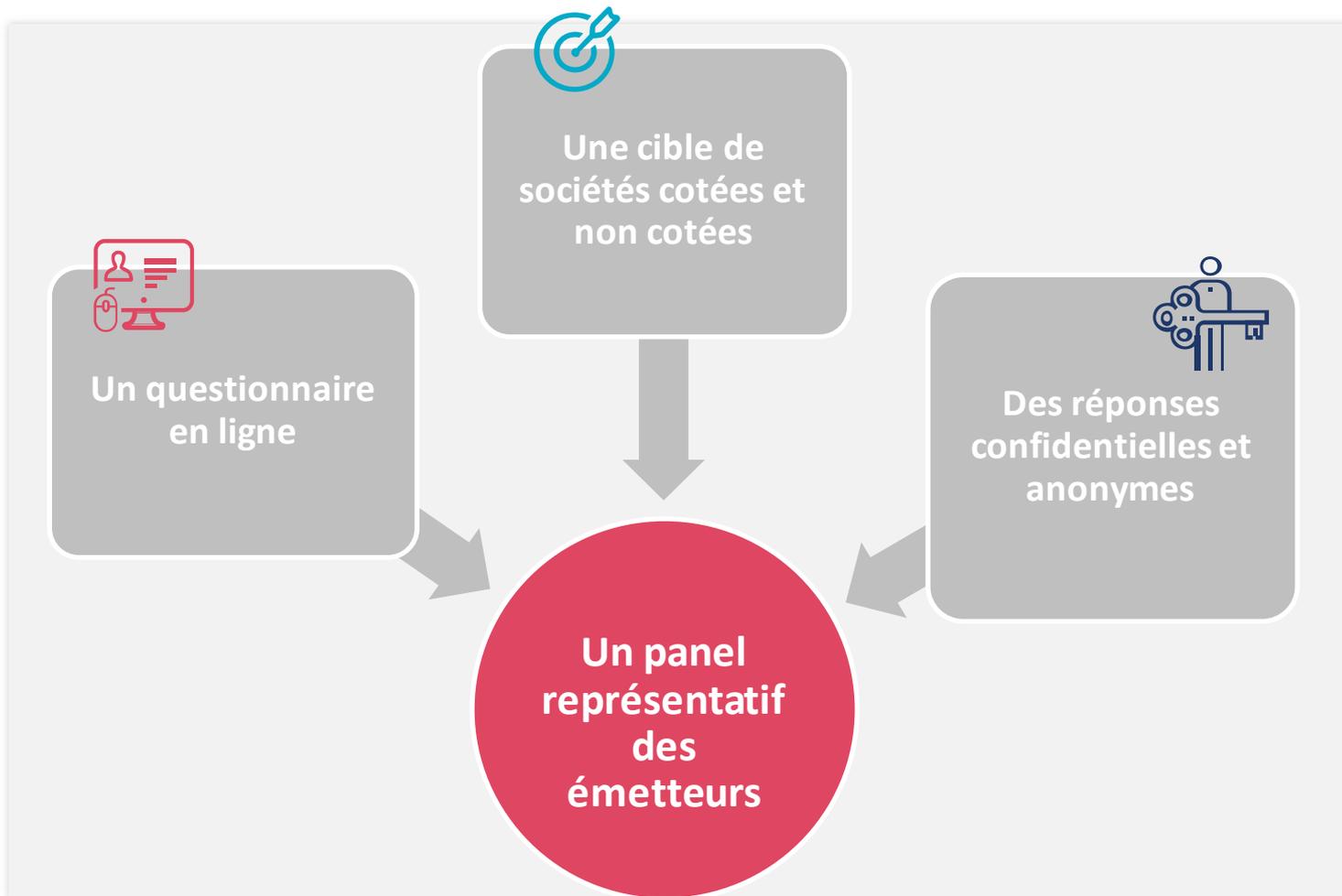
Présentation des résultats du benchmark FAS de l'Actionnariat Salarié 2023



Les objectifs de l'enquête ALIXIO - FAS



La méthodologie

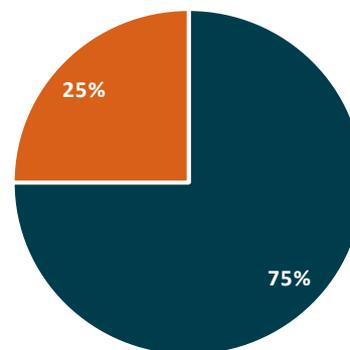


Panel et types d'entreprises



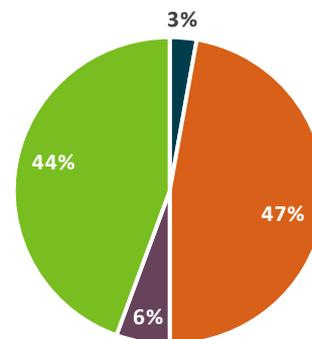
Un panel représentatif de sociétés majoritairement cotées et listées dans les principaux indices

36 des entreprises sur **48 répondants** sont cotées, soit **75%**



■ Oui ■ Non

Toutes les entreprises cotées sont listées soit dans le **CAC 40** soit dans le **SBF 120** ou soit sur **Euronext Paris**



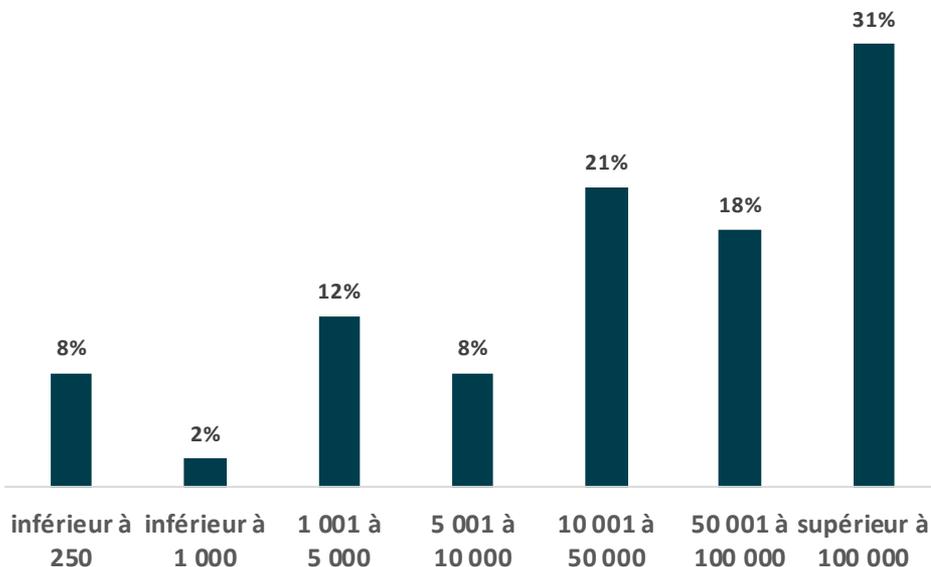
■ Autre ■ SBF 120 (hors CAC 40)
■ Euronext Paris ■ CAC 40

L'Etat est actionnaire de **9 des sociétés** du panel

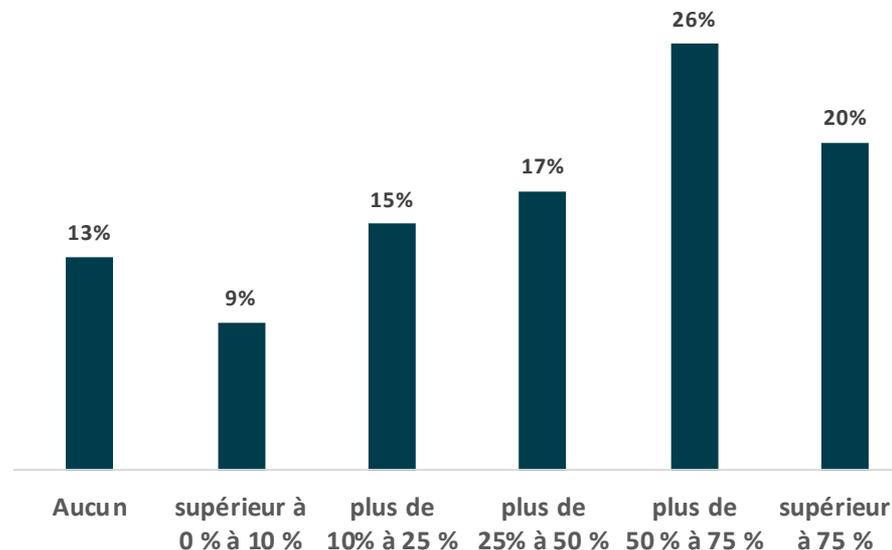


Un panel de grandes entreprises internationales

Effectifs totaux



Parts des salariés hors de France



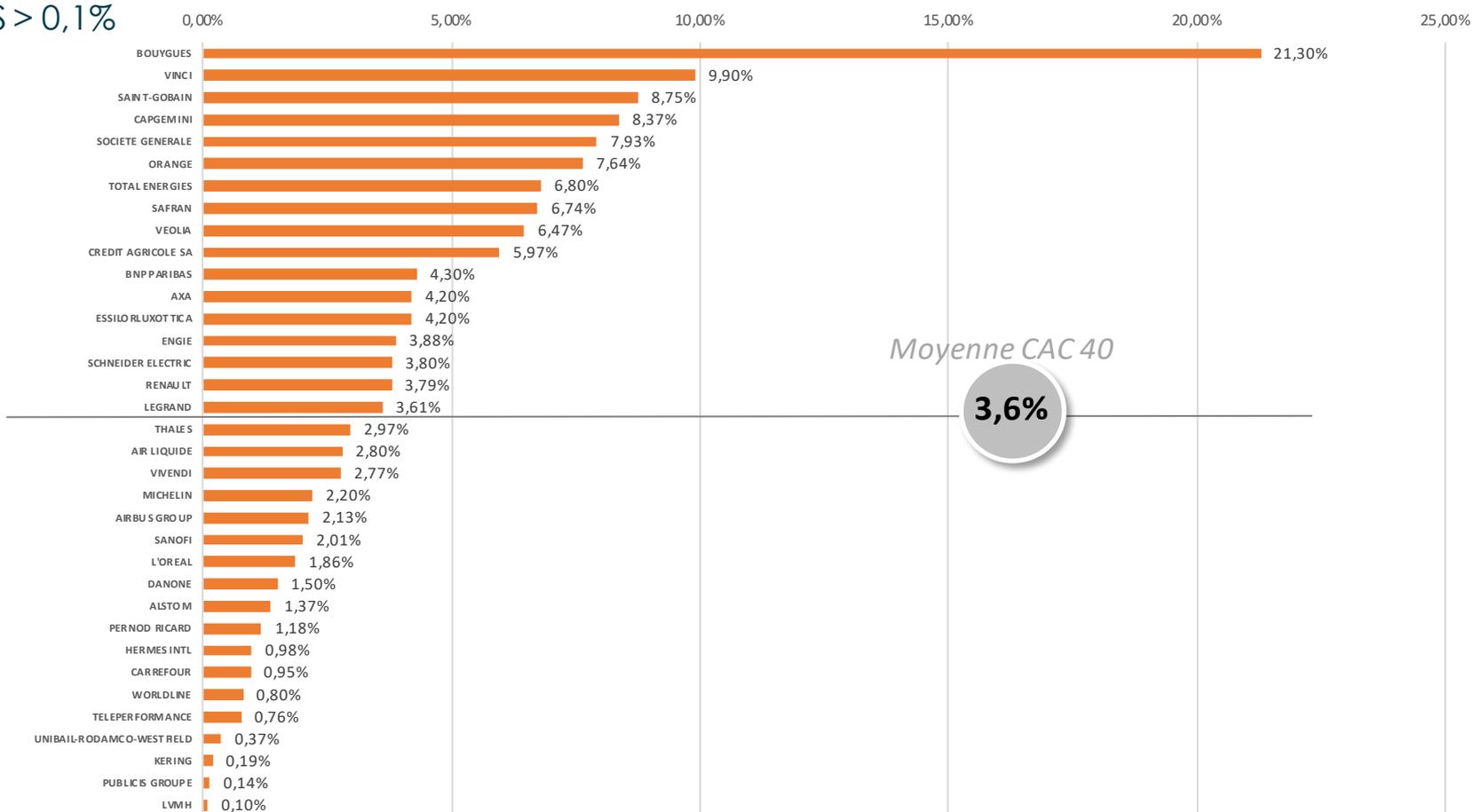
Plus de 2 entreprises sur 3 ont plus de 10 000 salariés
46% des entreprises ont plus de la moitié de leurs salariés hors de France

Place de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié

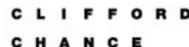
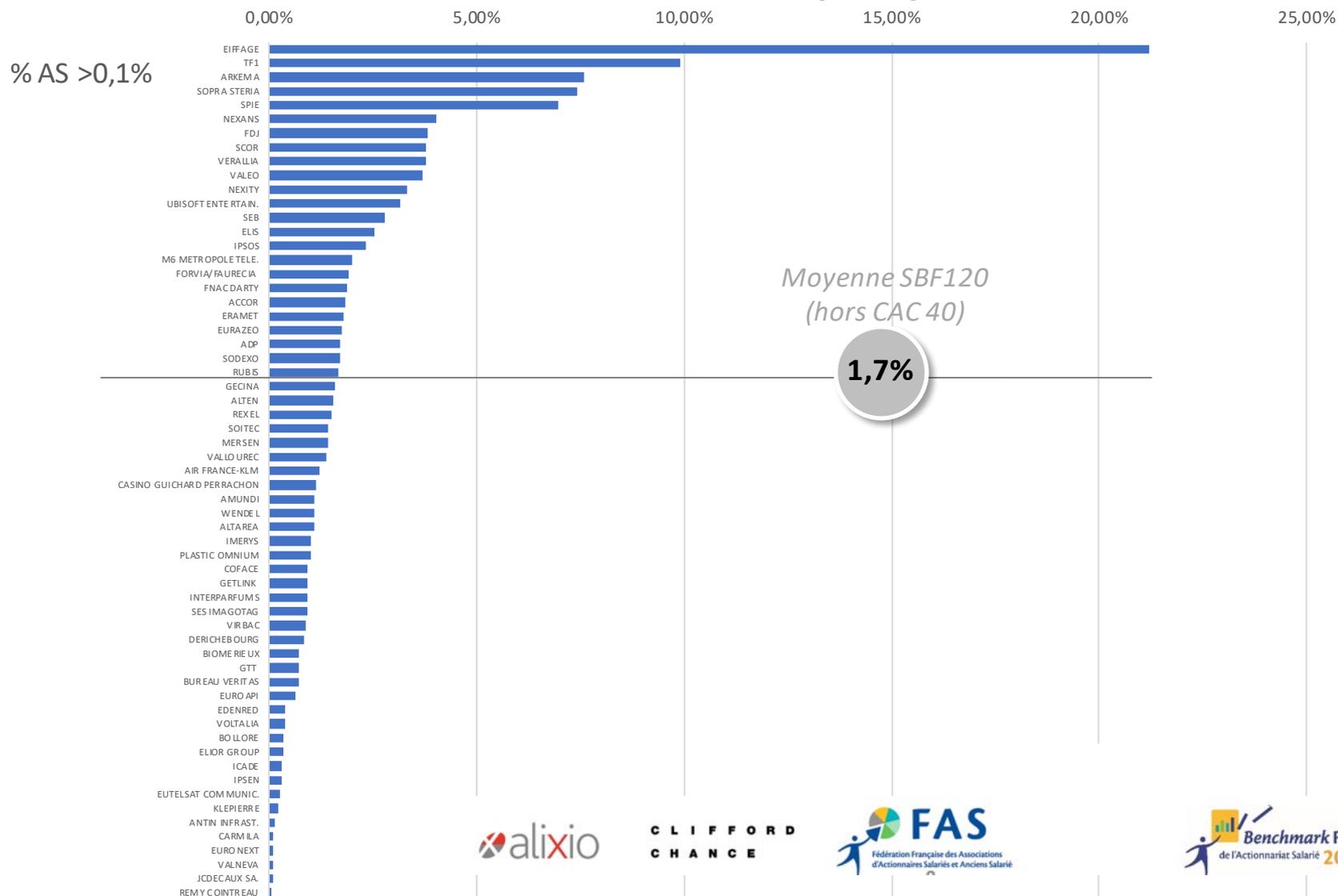


CAC 40 : % du capital détenu par les actionnaires salariés au 31/12/2022

%AS > 0,1%

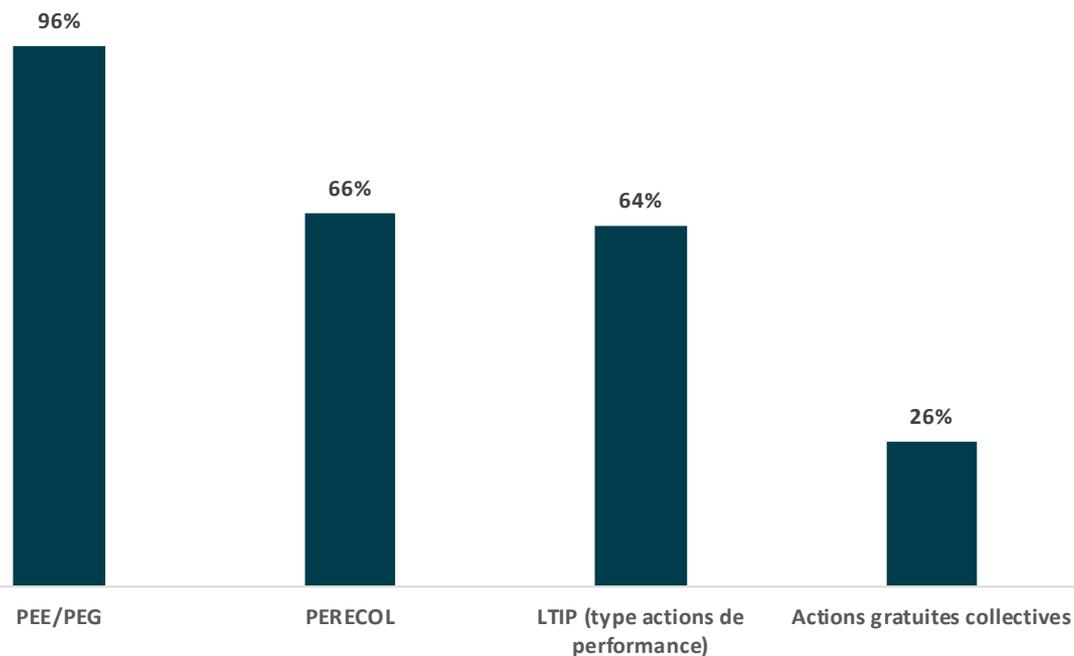


SBF 120 hors CAC40 : % du capital détenu par les actionnaires salariés au 31/12/2022

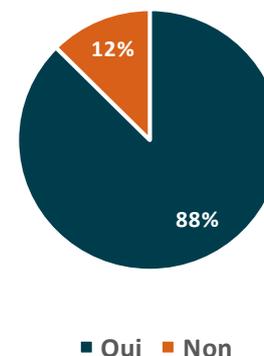


Des entreprises bien équipées pour le développement de l'actionnariat salarié

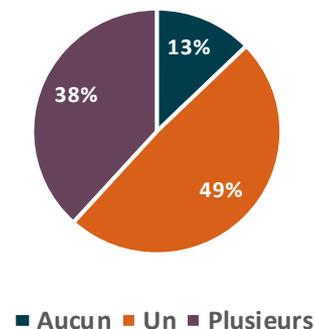
Part des répondants proposant l'un des dispositifs



Part des répondants ayant un fonds d'actionnariat salarié

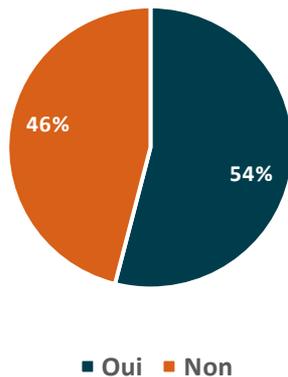


Nombre de fonds d'actionnariat salarié

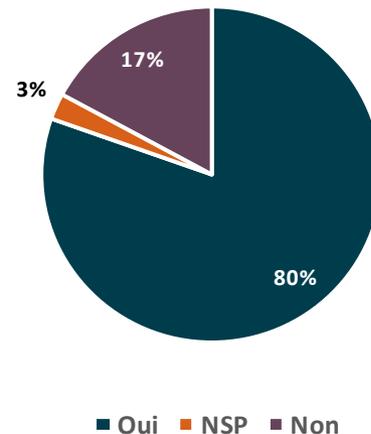


L'international rend nécessaire un actionnariat salarié au nominatif

Parts des répondants ayant des fonds à l'international



Part des répondants proposant un actionnariat salarié en direct avec des actions au nominatif



Le FCPE à l'international évolue à la hausse pour les entreprises malgré des difficultés toujours vives

Difficulté de mise en place d'un FCPE, les pays les plus cités restent les mêmes dans l'ensemble :

- Italie
- Espagne
- USA
- Allemagne
- Pologne
- Portugal

Un besoin d'homogénéité des cadres législatifs et fiscaux au sein de l'union européenne

Entrées :

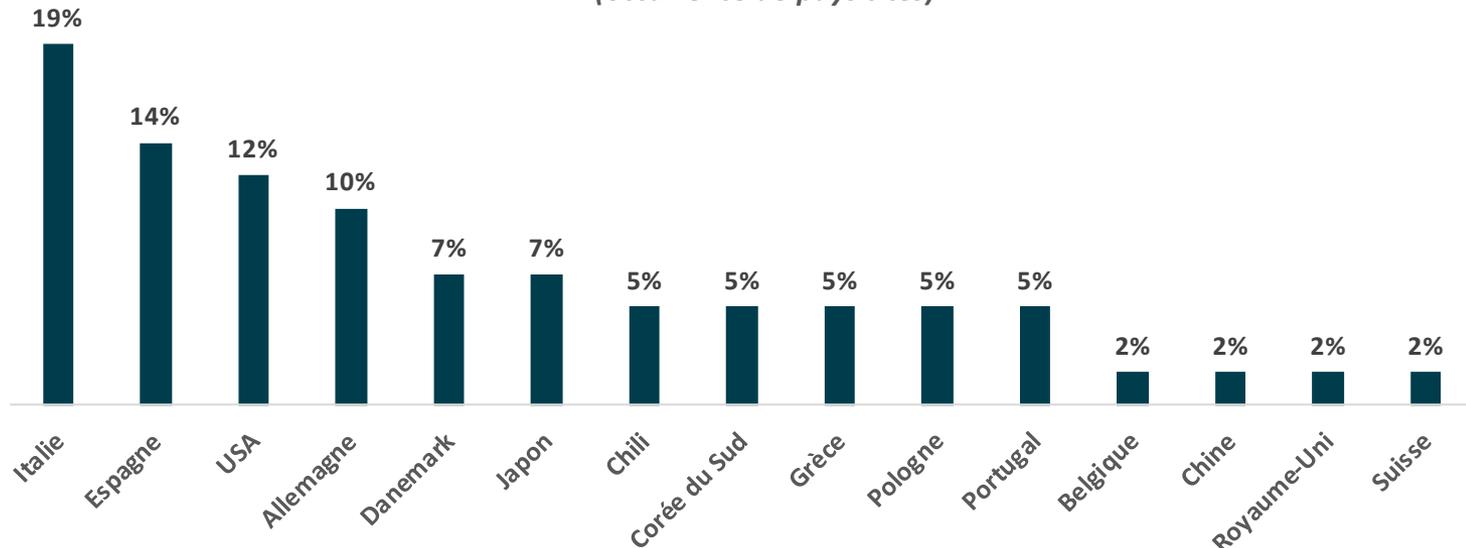
- Corée du Sud
- Japon

Sorties :

- Russie a définitivement quitté le périmètre suite à la renonciation des entreprises

Beaucoup de pays ont recours à l'actionnariat en direct

Dans quels pays avez-vous proposé, pour cette raison, des actions en direct ?
(occurrence de pays cités)



Dans quels pays avez-vous renoncé à la dernière offre et pourquoi ?

Verbatim d'illustration des difficultés :

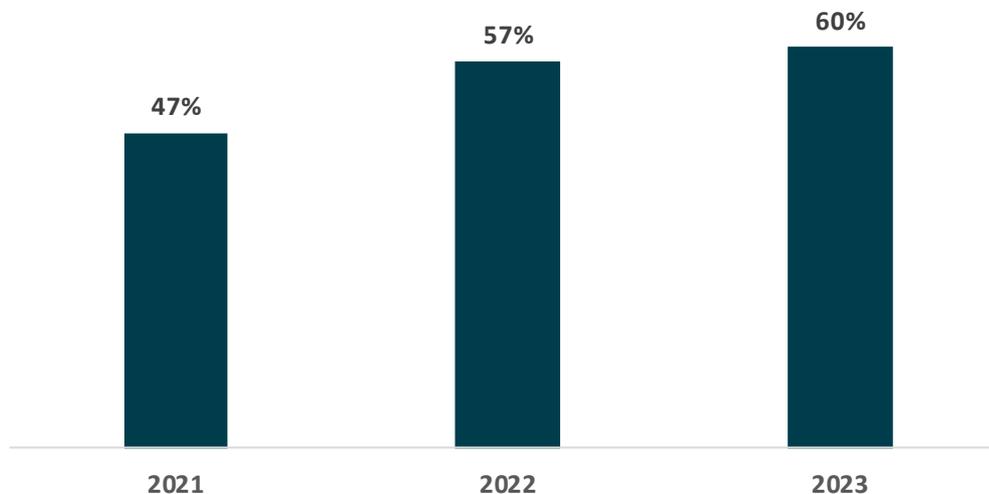
- Russie : contexte géopolitique
- Pologne : fiscalité incertaine
- Vietnam : apport d'actions
- Algérie, Tunisie, Tchad, Mozambique, Mauritanie : difficultés à obtenir des informations sur la faisabilité de l'opération ou une procédure locale très lourde
- Italie, Australie, Chine, Afrique du Sud : difficultés liées au statut de société non cotée
- Argentine & Chili : pour des raisons de sortie des fonds souscrits du pays

Encore une bonne année pour l'actionnariat salarié !



Augmentation du nombre d'entreprises ayant proposé un plan d'actionnariat salarié depuis 2022

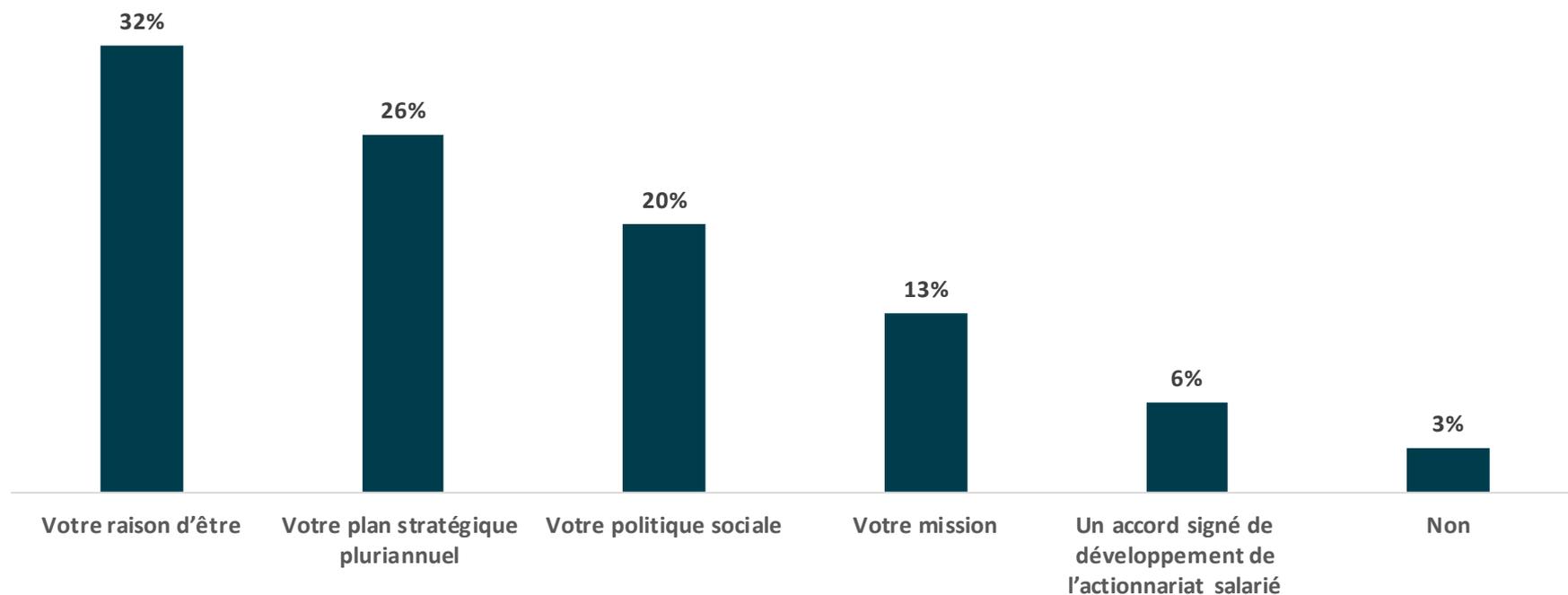
Part des entreprises ayant réalisé une opération d'actionnariat salarié au cours des dernières années



77% des répondants ont réalisé **une opération** d'actionnariat salarié au cours des dernières années mais tous les répondants restent mobilisés et attentifs au sujet d'actionnariat salarié.

Les objectifs de développement de l'actionnariat salarié

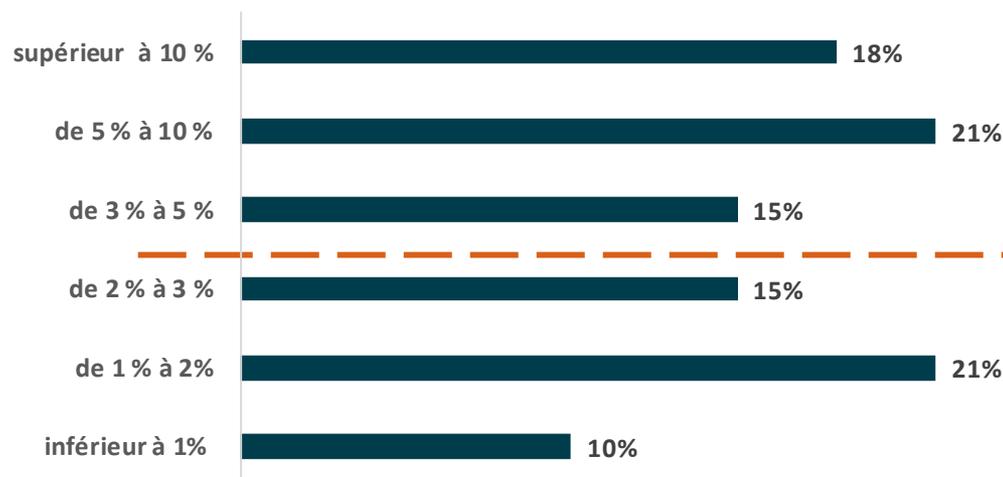
Avez-vous affiché un ou des objectif(s) de développement de l'actionnariat salarié comme ?



Pour 25% des répondants les objectifs sont assortis d'un chiffre en pourcentage d'atteinte cible d'actionnariat salarié

Stabilité du seuil des 3% du capital détenu par les salariés

Part du capital détenu par les salariés en France



54%

des entreprises ont une part du capital détenu **supérieure à 3%**

Une donnée d'autant plus importante qu'elle entraîne *de facto* un changement important dans la gouvernance des entreprises : la présence d'un administrateur salarié au Conseil d'Administration

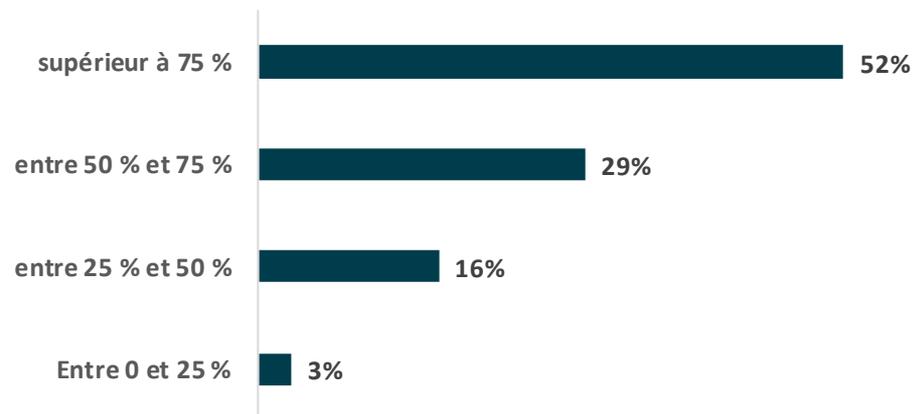
La part des salariés actionnaires reste très élevée en France

EN FRANCE



Plus d'un salarié sur deux actionnaires dans 81% des entreprises participantes

Part des salariés actionnaires en France



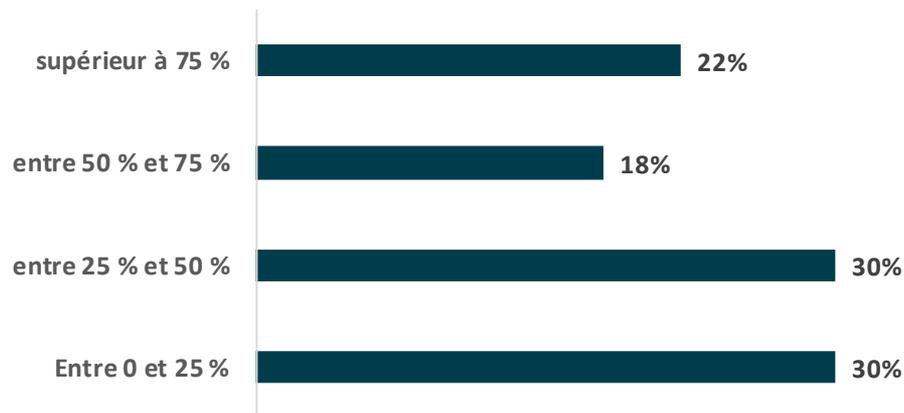
La part des salariés actionnaires est de moitié moins importante à l'international

À L'INTERNATIONAL



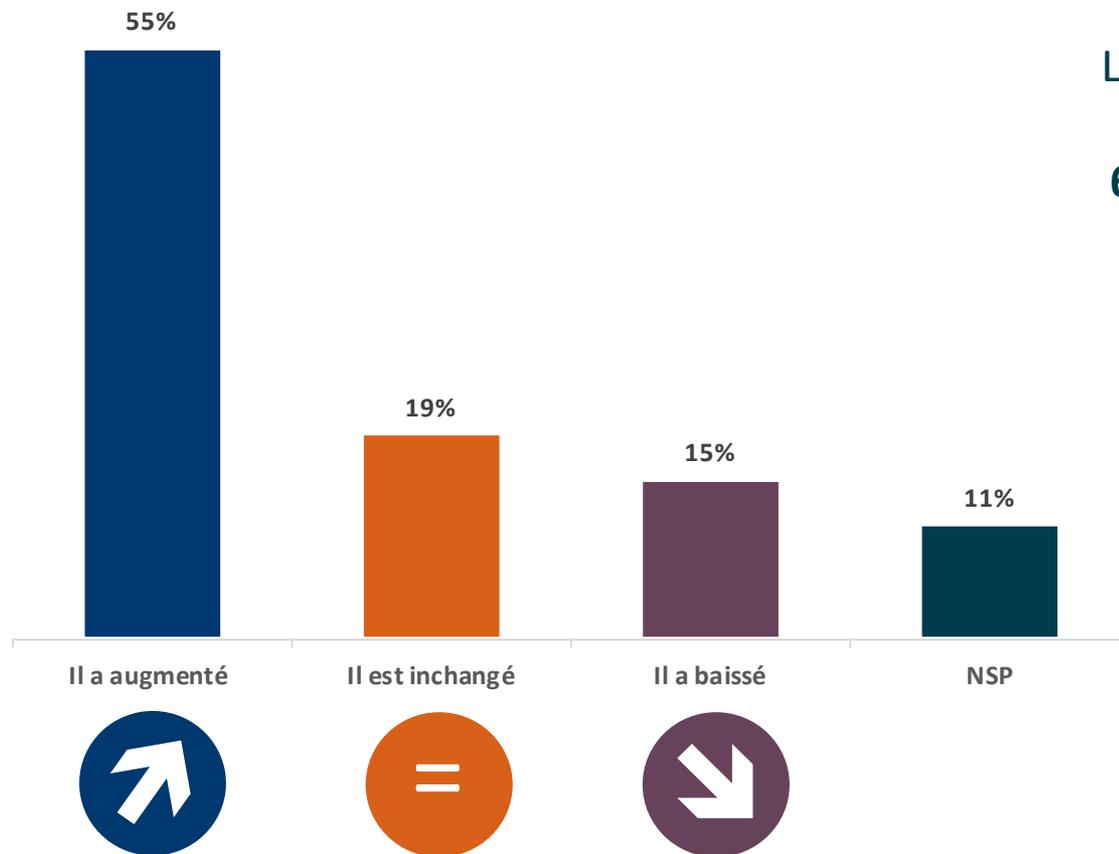
Plus d'un salarié sur quatre actionnaires dans **40%** des entreprises participantes

Part des salariés actionnaires à l'international



L'appétence des salariés pour l'actionnariat salarié se confirme

Evolution du % d'actionnaires salariés (en tenant compte des anciens salariés dans le total) depuis 3 ans :



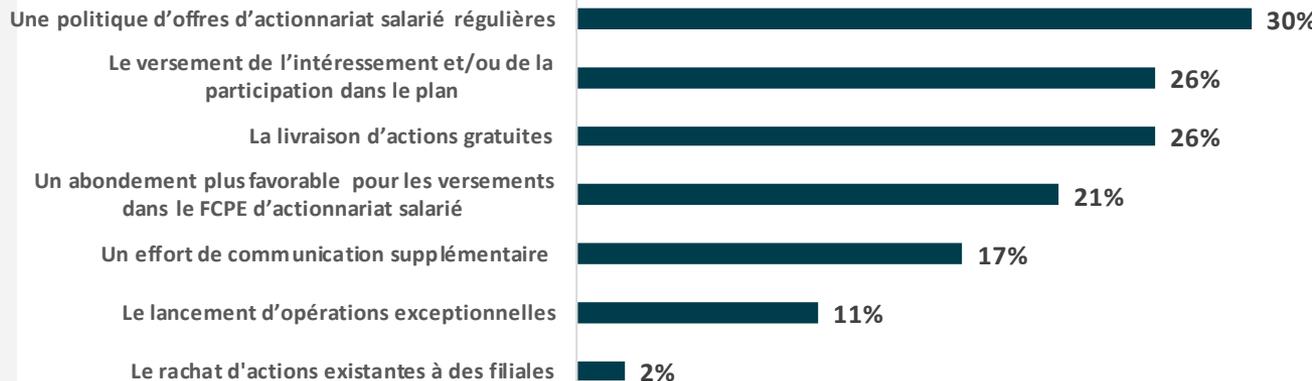
Le nombre d'actionnaires salariés augmente **dans près de 6 entreprises sur 10** depuis 3 ans

La part des anciens salariés est de :
Moyenne : **21 %**
Médiane : **15 %**

La régularité et l'abondement : principaux facteurs du succès de votre actionnariat salarié

Si augmenté : 55%

Régularité, livraison d'actions gratuites, versement de l'intéressement et/ou de la participation sont des accélérateurs de souscription



Si inchangé : 19%

La régularité permet de maintenir un niveau d'actionnariat salarié

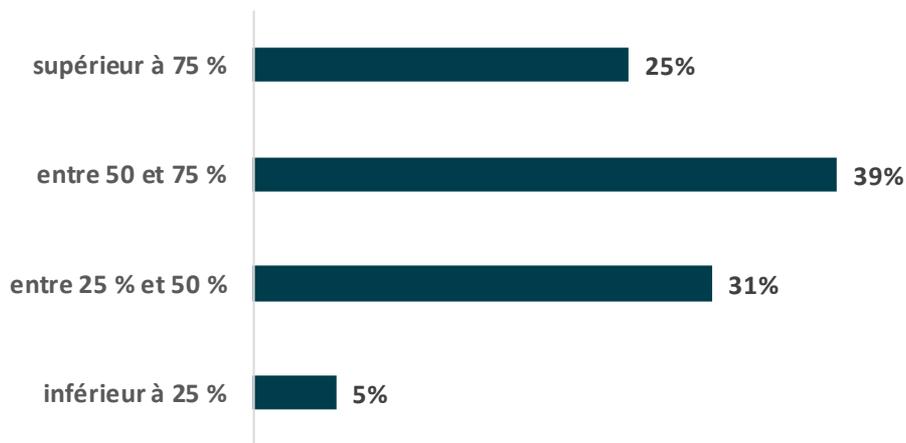


Si baissé : 15 %



Des taux de souscription de plus en plus élevés en France

Taux moyen de souscription à la dernière offre en France



64%

des entreprises ont des taux de souscription supérieurs à 50%

31%

Des entreprises ont des taux de souscription compris entre 25 et 50%

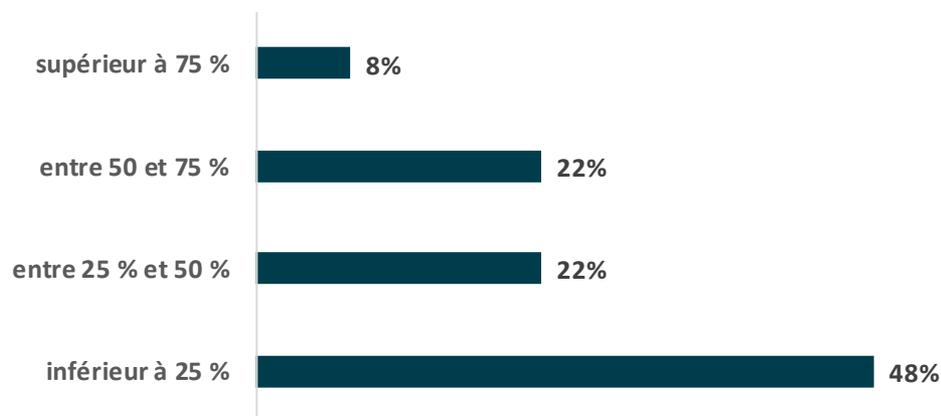
6%

seulement des entreprises déclarent des taux de souscription inférieurs à 25%

64% des entreprises ont des taux de souscription **supérieurs à 50%** (soit 27% de plus qu'en 2022)

A l'international, seulement un tiers des opérations affichent des taux de souscription supérieurs à 50%

Taux moyen de souscription à la dernière offre à l'international



30%

des entreprises ont des taux de souscription supérieurs à 50%

22%

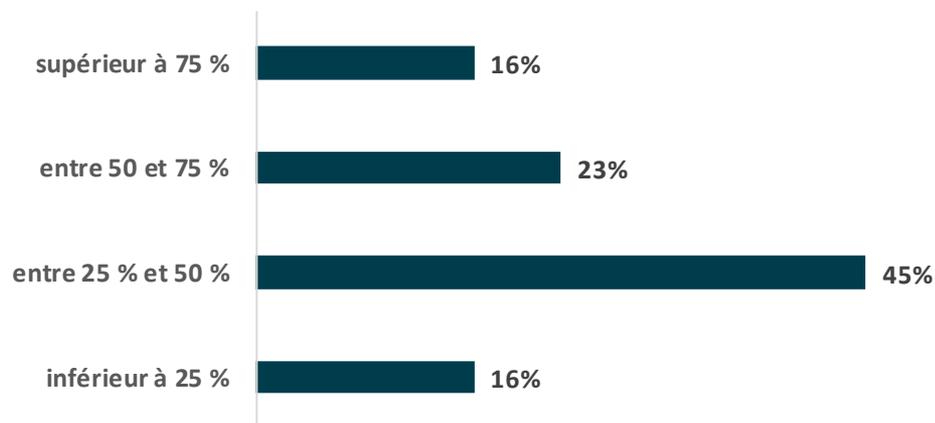
Des entreprises ont des taux de souscription compris entre 25 et 50%

48%

des entreprises déclarent des taux de souscription inférieurs à 25%

Taux de souscription au global

Taux moyen de souscription à la dernière offre au global



39%

des entreprises ont des taux de souscription supérieurs à 50%

45%

Des entreprises ont des taux de souscription compris entre 25 et 50%

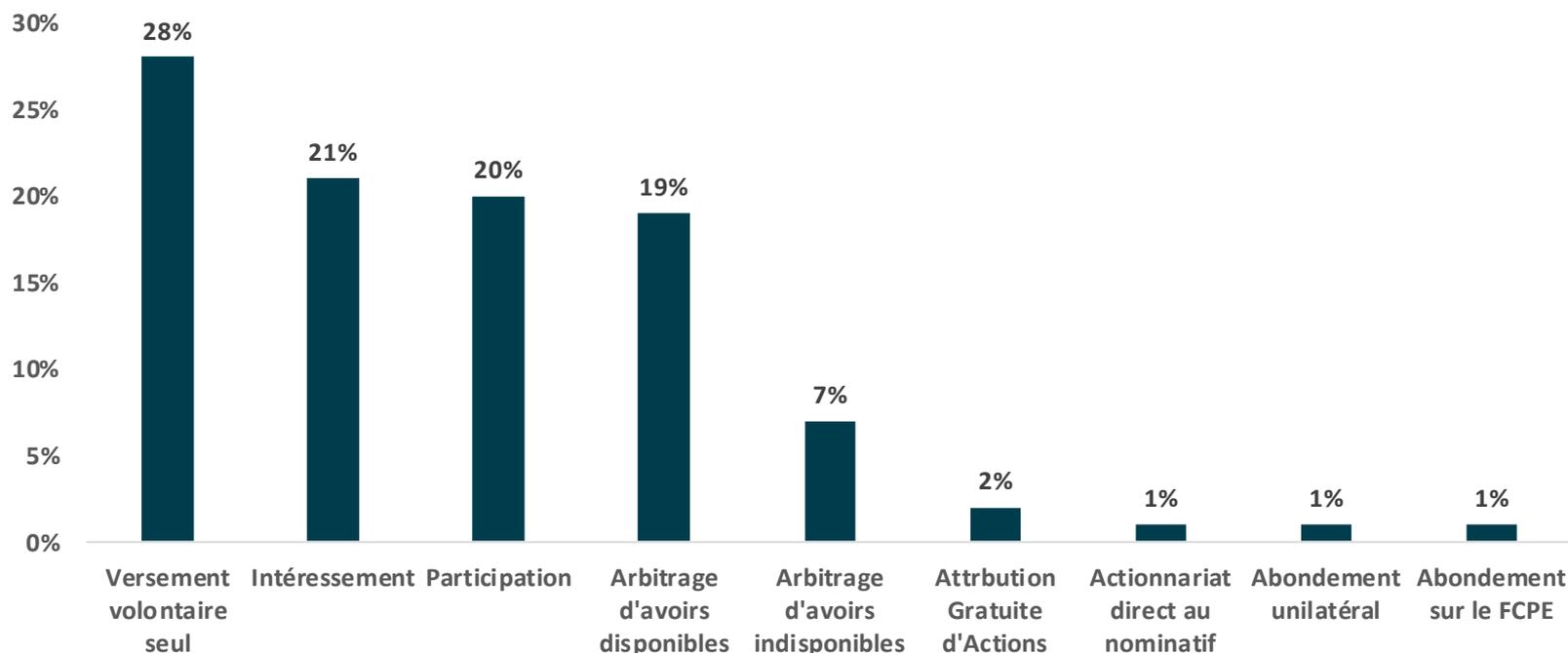
16%

seulement des entreprises déclarent des taux de souscription inférieurs à 25%

Près **d'1 entreprise sur 2** avec des taux de souscription compris entre **25 et 50%**

Alimentation de la dernière offre d'actionnariat salarié au global

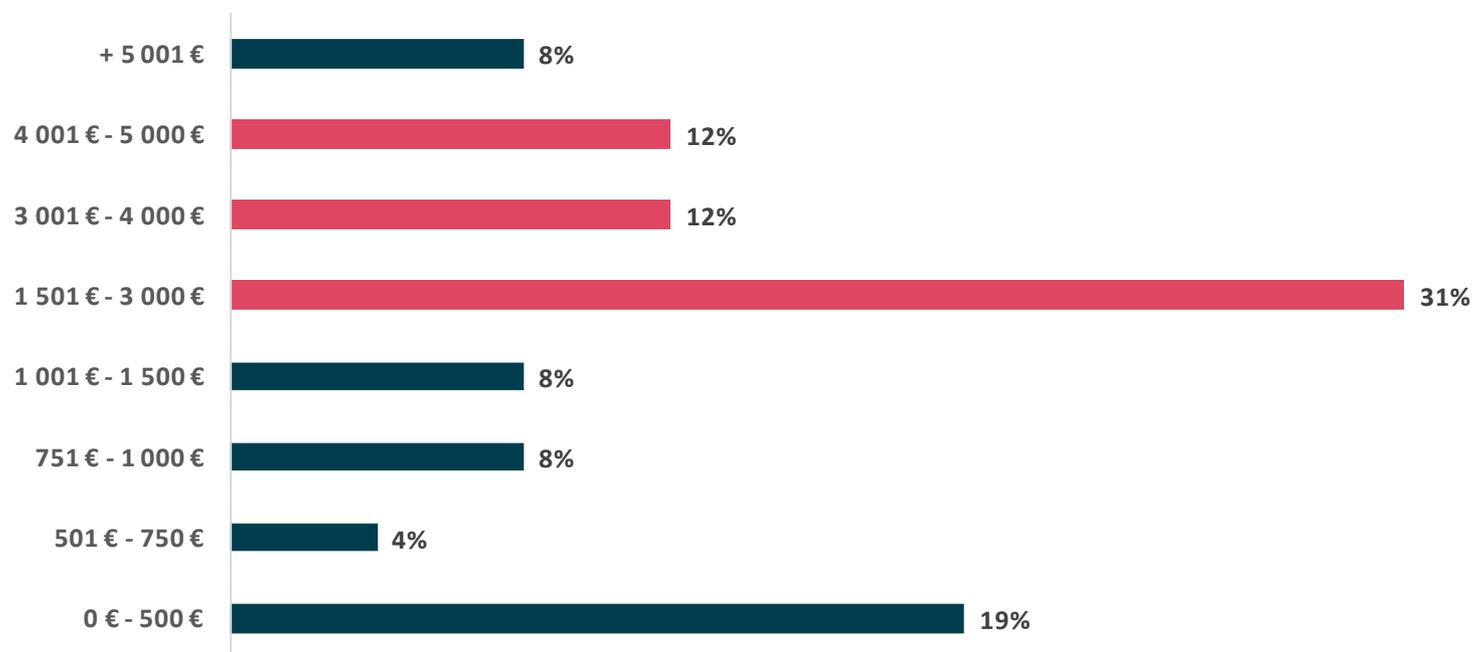
Alimentation de la dernière offre d'actionnariat salarié



En France, **41%** proviennent de la **Participation** et de **l'Intéressement** avec plus **¼ d'arbitrages** favorables à l'actionnariat salarié et **28% de versements volontaires**

Un apport personnel moyen en hausse

Montant moyenne d'apport personnel (hors abondement éventuel)

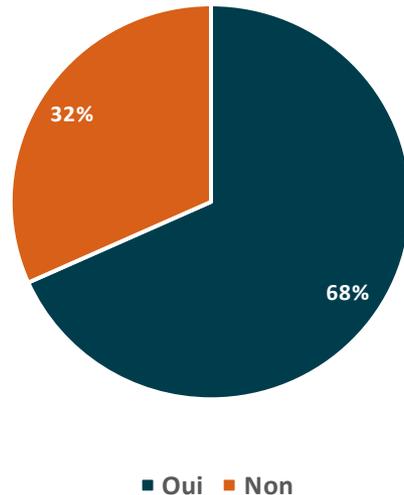


55 %

Part des salariés qui investissent entre 1 501 € et 5 000 € en moyenne

Plus de 2 tiers des fonds d'actionnariat salarié sont alimentés par des versements volontaires pour un montant important

Alimentation du FCPE d'actionnariat par des versements volontaires



Lors de la dernière offre d'actionnariat salarié :

Apport personnel moyen : **2 438 €**

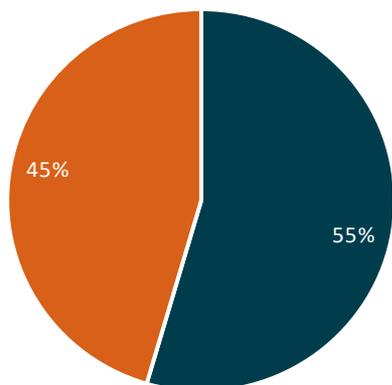
Apport personnel médian : **1 616 €**

Communication et formation à l'actionnariat salarié



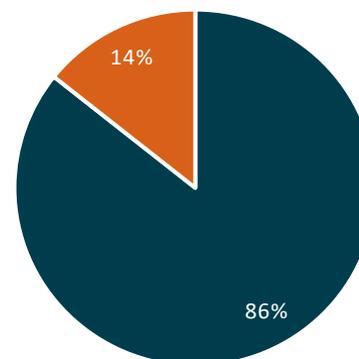
Une majorité des entreprises est passée au digital

Site de communication dédié à l'actionnariat salarié



■ Oui ■ Non

Est-il ouvert en continu ou le temps de l'offre seulement ?

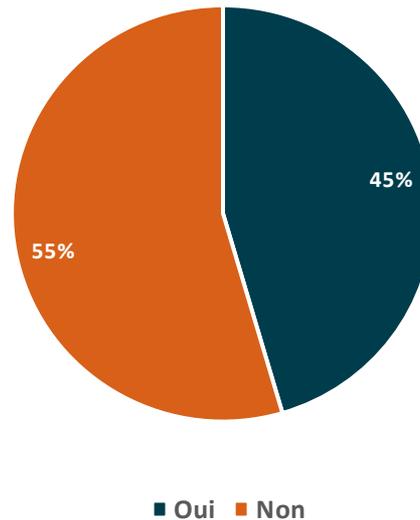


■ Pendant l'Opération d'actionnariat Salarié ■ Toute l'année

+ de 1 entreprise sur 2 ont un site dédié à l'actionnariat salarié
52% des souscriptions aux offres se font exclusivement en ligne

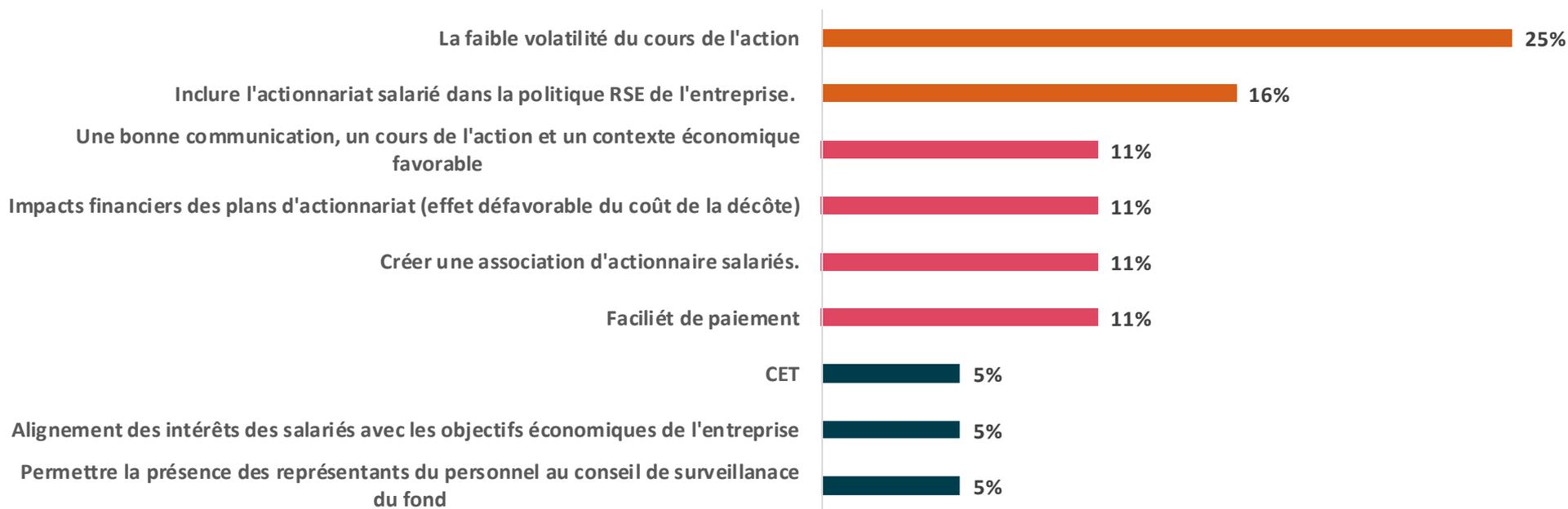
La formation à l'actionnariat salarié reste minoritaire

Proposition de formation à l'actionnariat salarié, l'acculturation financière et la gouvernance



Apparition de la RSE comme levier d'incitation à la souscription

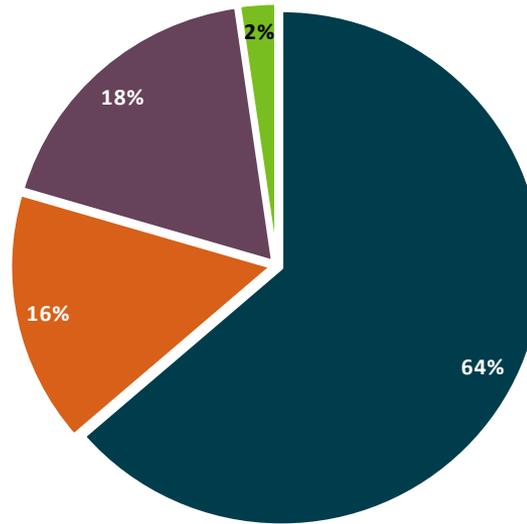
Quels sont, à votre avis, les leviers ou incitations les plus importants en faveur du développement de l'actionnariat salarié ?



Quelles sont les offres proposées aux salariés ?



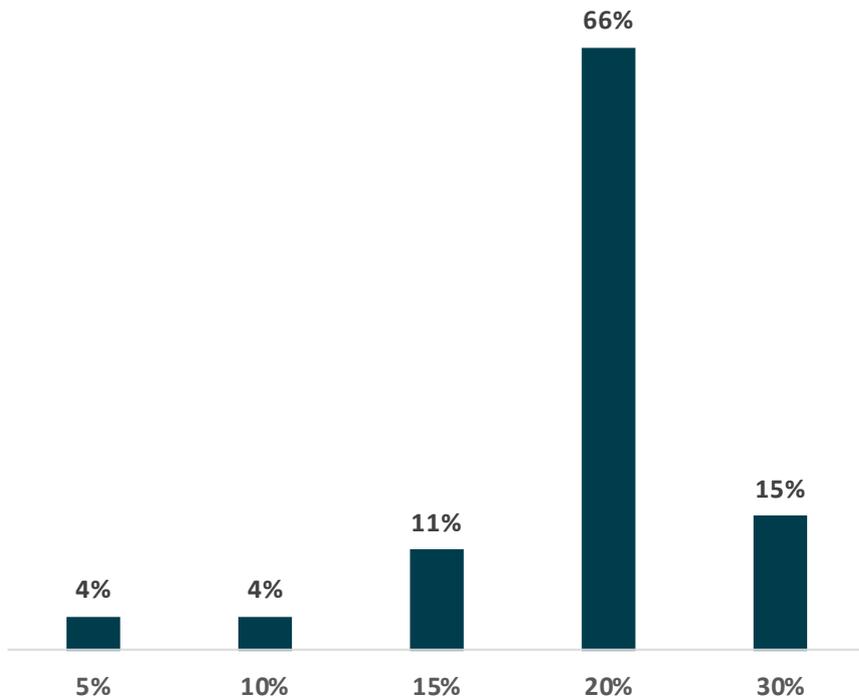
La formule classique toujours largement favorisée sur les autres formules



■ Une formule classique ■ Une formule à effet de levier ■ Un abondement unilatéral de l'entreprise ■ Aucune

Une **montée en puissance** de l'**abondement unilatéral**
et une **réduction** relative de la part des **formules à effet de levier**

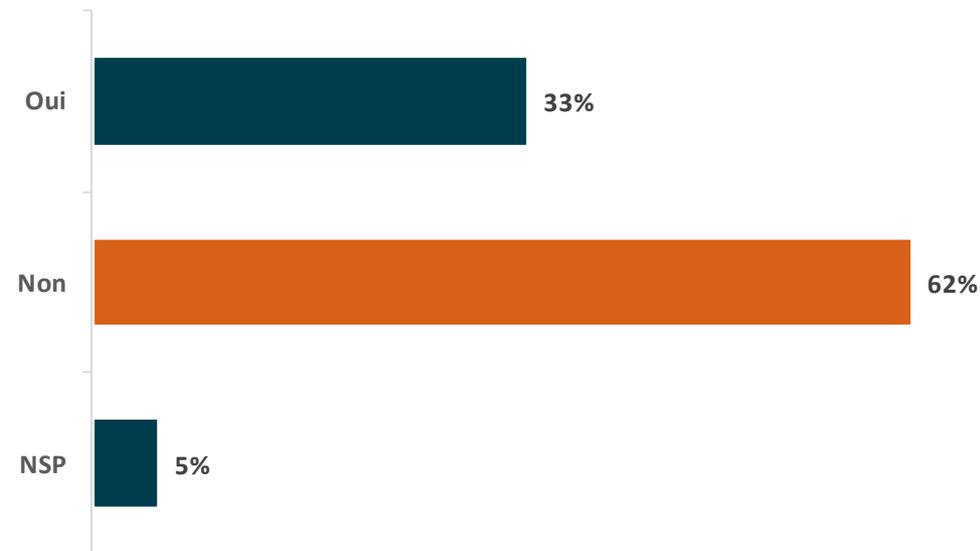
Une décote majoritairement fixée à 20%



Moyenne : **18%**

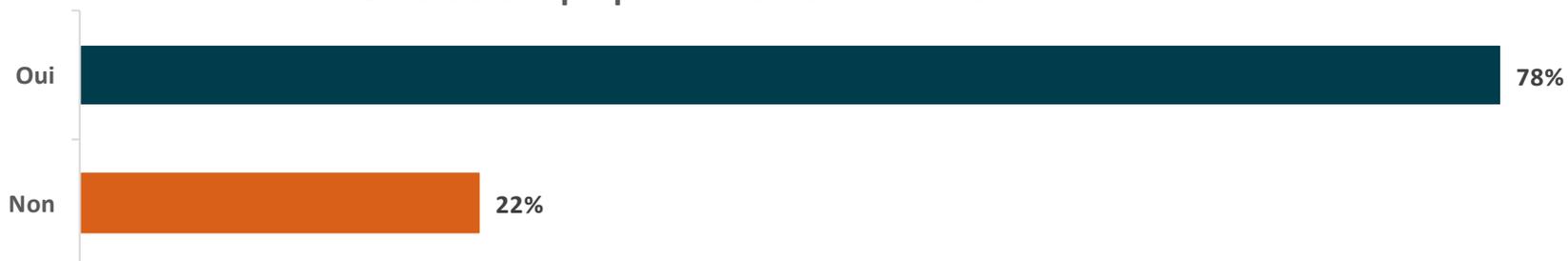
Médiane : **20%**

En 2023, avez-vous modifié les paramètres de votre ORS du fait des changements dans la comptabilité IFRS de la décote ?



L'abondement reste un outil privilégié pour les entreprises

Les formules proposées ont-elles été abondées ?



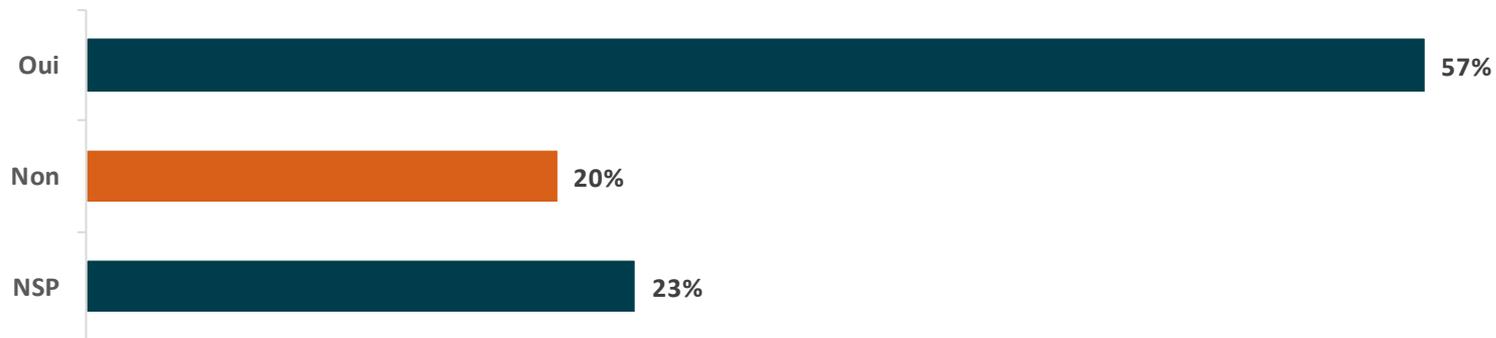
Concernant l'abondement, était-il dégressif par tranche d'abondement ?



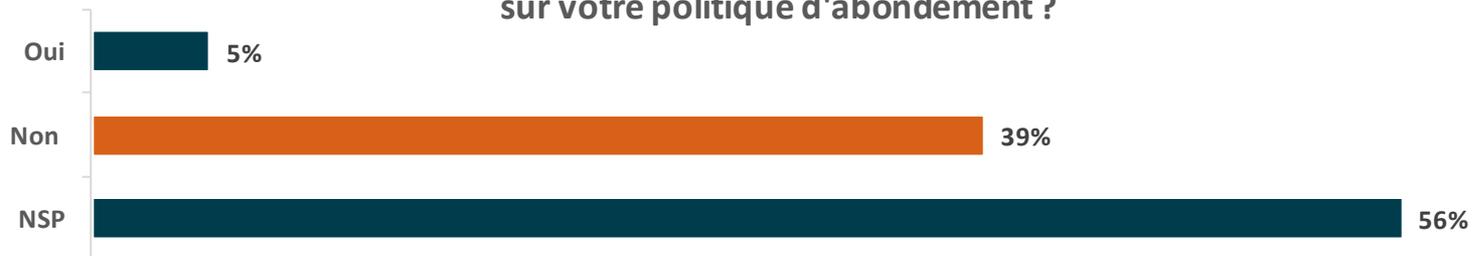
Montant moyen de l'abondement maximum : **1 217 €**
Montant moyen de l'abondement versé par salarié : **738 €**

L'abondement reste l'outil privilégié pour les entreprises pour démocratiser l'accès aux plans

Concernant l'abondement, le FCPE d'actionariat salarié est-il privilégié par rapport aux FCPE diversifiés ?



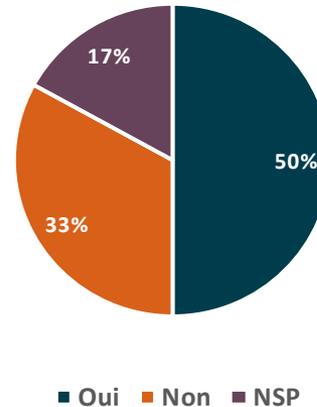
La fin annoncée de l'exonération du forfait social a-t-elle un effet sur votre politique d'abondement ?



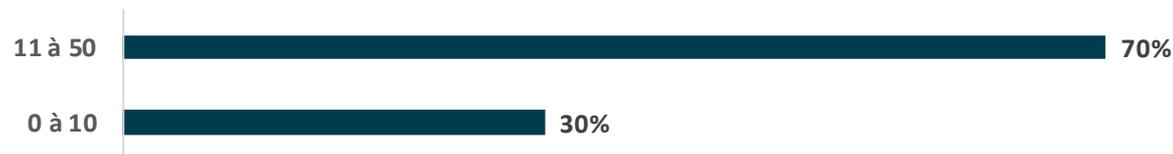
Les entreprises répondantes **estiment que la perspective d'une fin d'exonération n'impacte pas les opérations actionnariales**

A l'international également l'abondement est proposé majoritairement aux salariés

Proposition de l'abondement à l'international



Nombre de pays à l'international concernés



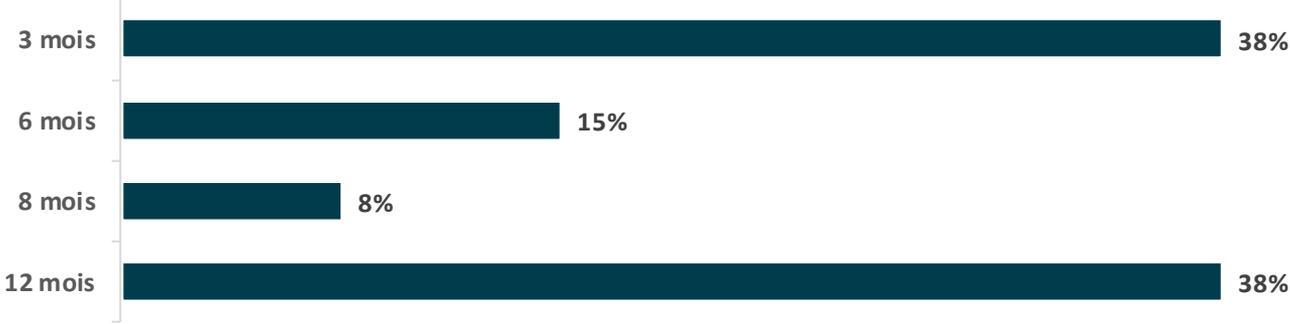
Malgré la complexité de mise en place évoquée par les entreprises, l'actionnariat salarié concerne une grande diversité de pays

Pour favoriser la souscription des facilités paiements sont proposées dans 40% des opérations

Proposition de facilités de paiement



Si oui, quelle a été la durée d'étalement ?

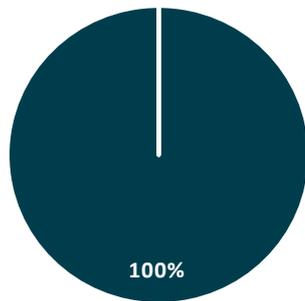


A proportion égale l'étalement **cours 3 mois** ou **long 12 mois** sont privilégiés



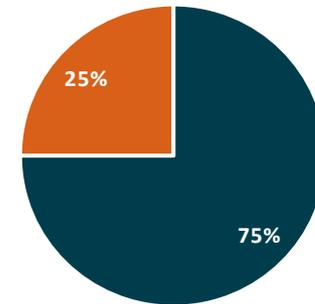
Standard aux yeux des salariés, la prise en charge des frais par l'employeur est plébiscitée

Prise en charge des frais de tenue de compte des salariés



■ Oui ■ Non

Prise en charge des frais de gestion des salariés



■ Oui ■ Non

Toutes les entreprises prennent en charge **les frais de tenue de compte** des salariés et **3 sur 4 les frais de gestion**

Types d'alimentation des fonds



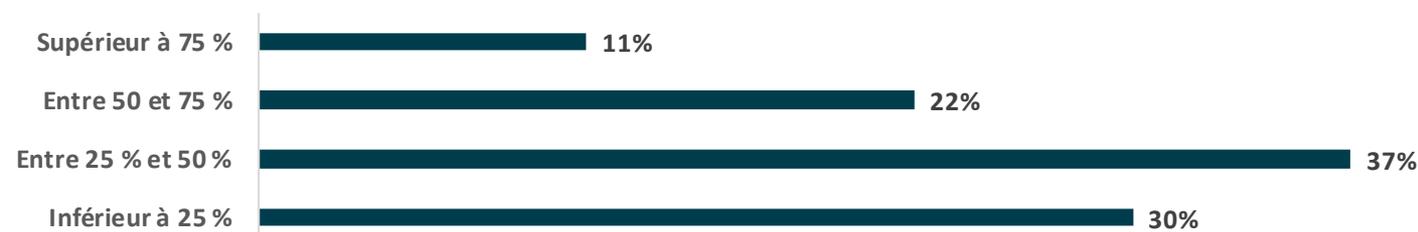
Progression des arbitrages de leur Intéressement et Participation dans les plans d'épargne

Part du montant de l'intéressement versée dans le PEE/PEG



54% déclarent que plus de **50% du montant de l'intéressement** va dans le **PEG (vs 42% en 2022)**

Part du montant de la participation versée dans le PEE/PEG



33% déclarent que plus de **50% du montant de leur participation** va dans le **PEG (vs 35% en 2022)**

Mais la place des versements volontaires dans les plans d'épargne reste réduite

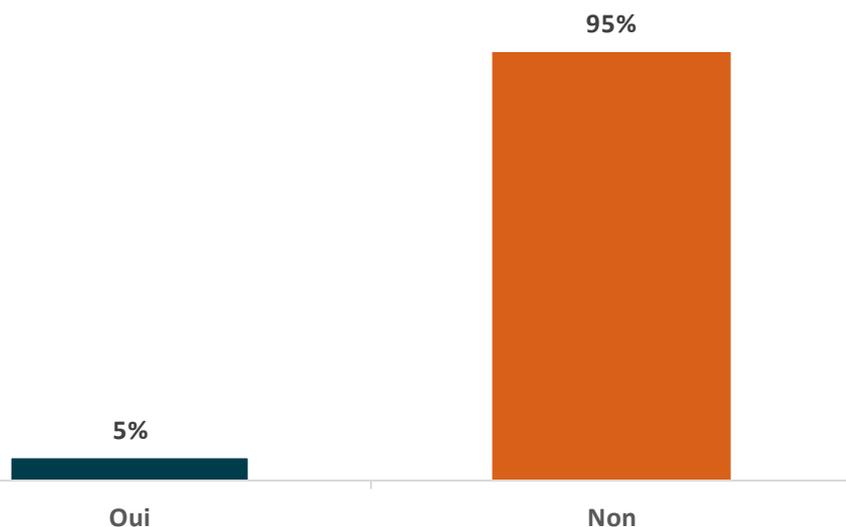
Part du montant des versements volontaires dans le PEE/PEG



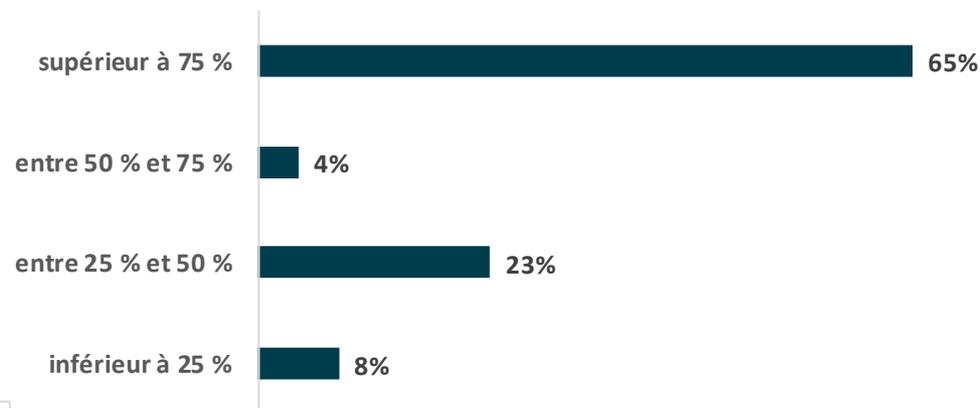
13% des entreprises déclarent que plus de **50% du montant des versements volontaires** vont dans le **PEG**

L'abondement unilatéral peu privilégié

Avez-vous effectué un abondement unilatéral aux salariés pour l'acquisition de titres par les salariés ?



Quelle est la part des salariés ayant bénéficié d'un versement unilatéral (sur le total à l'international) ?



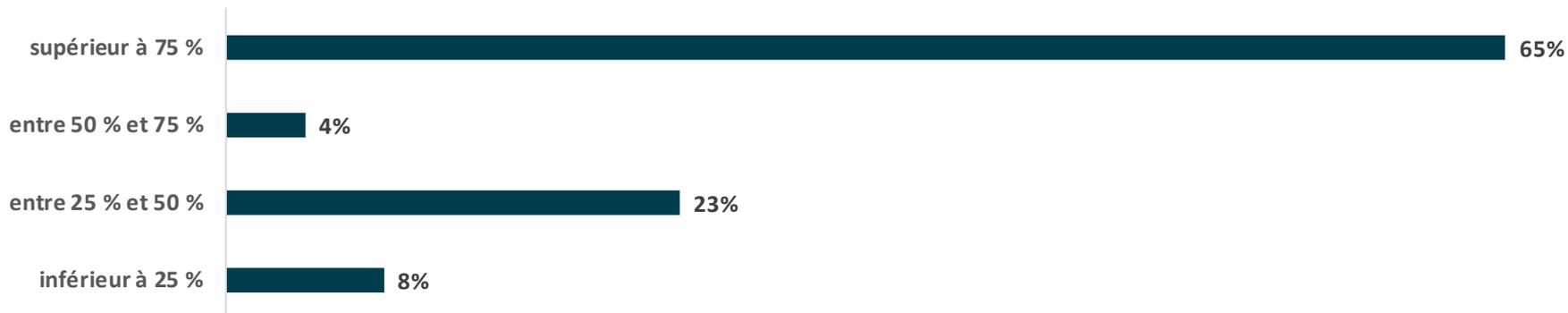
En moyenne **400 €** d'abondement unilatéral versé aux salariés
Parmi les entreprises répondantes, aucune ne prend en charge les frais et les impôts dus

Zoom sur l'international

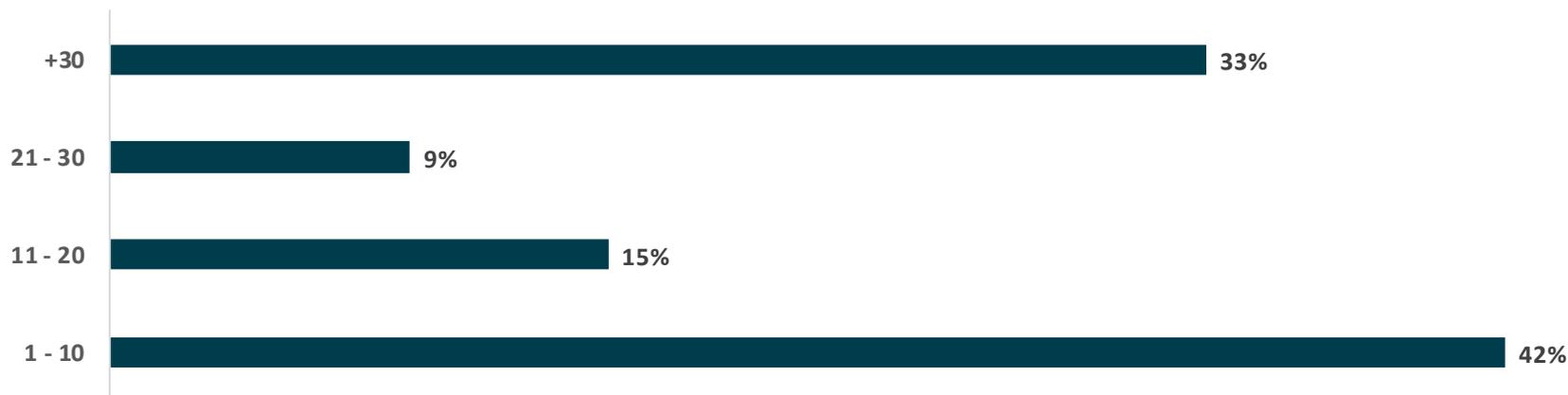


Zoom sur l'international : légère augmentation de l'éligibilité et des périmètres pays

2 salariés sur 3 à l'international sont éligibles à un plan dans plus de **50% des entreprises** : légère augmentation par rapport à l'année précédente



Plus de la moitié des entreprises proposent des plans dans moins de **20 pays**

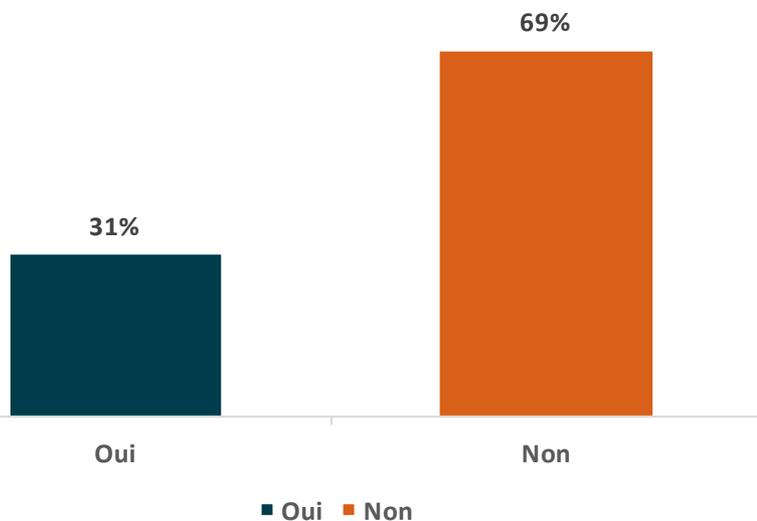


Représentation des actionnaires salariés et gouvernance

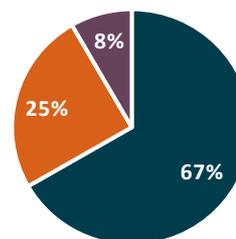


Bien que toujours peu nombreuses, les associations d'actionnaires salariés jouent un rôle très positif

Existe-t-il au moins une association d'actionnaires salariés dans votre entreprise ?

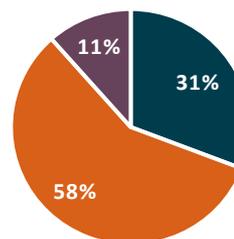


Si oui, diriez-vous que ces associations d'actionnaires salariés jouent un rôle positif dans le développement de l'actionnariat salarié ?



■ Tout à fait d'accord ■ Plutôt d'accord ■ Plutôt pas d'accord

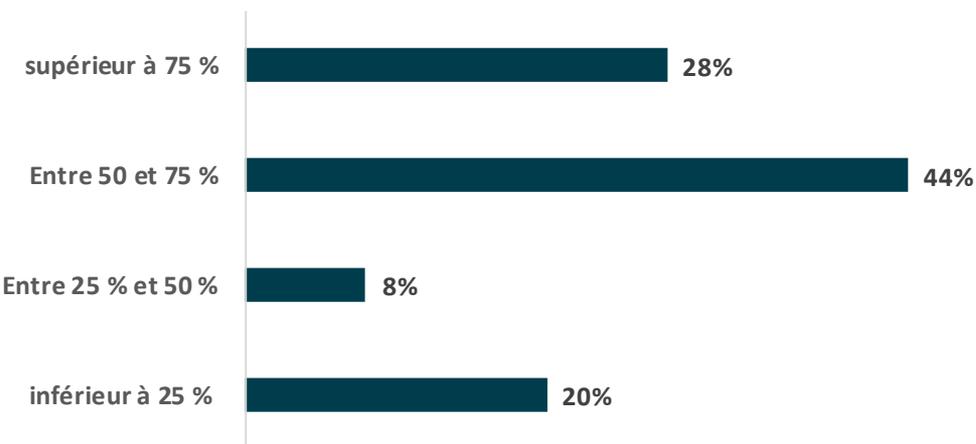
Dans le cas où il n'existe pas d'association au sein de votre entreprise, les actionnaires salariés sont-ils rassemblés sous une autre forme ?



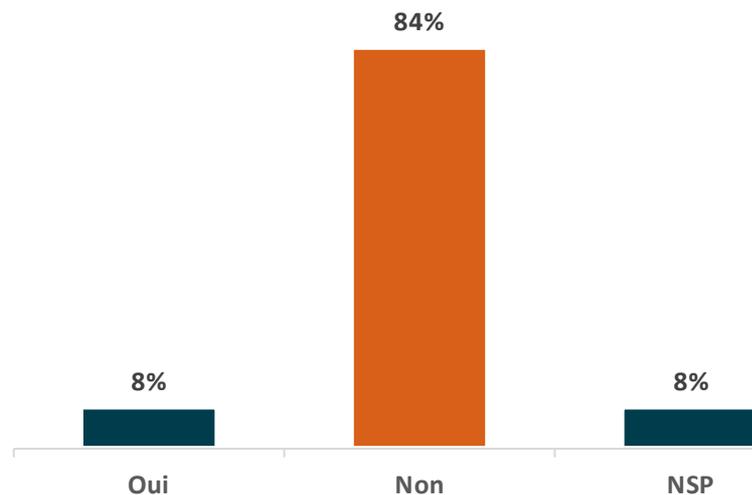
■ Oui ■ Non ■ NSP

Gouvernance de l'actionnariat salarié : 72% des représentants élus

La part des représentants élus des porteurs de parts au conseil de surveillance du FCPE d'actionnariat salarié

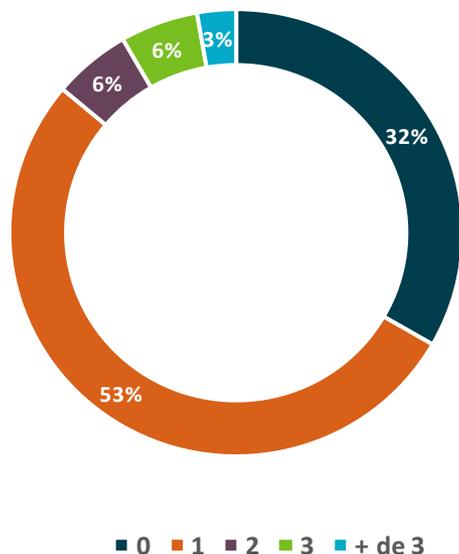


Les porteurs de parts de FCPE d'actionnariat salarié votent-ils à titre individuel en Assemblée générale des actionnaires ?



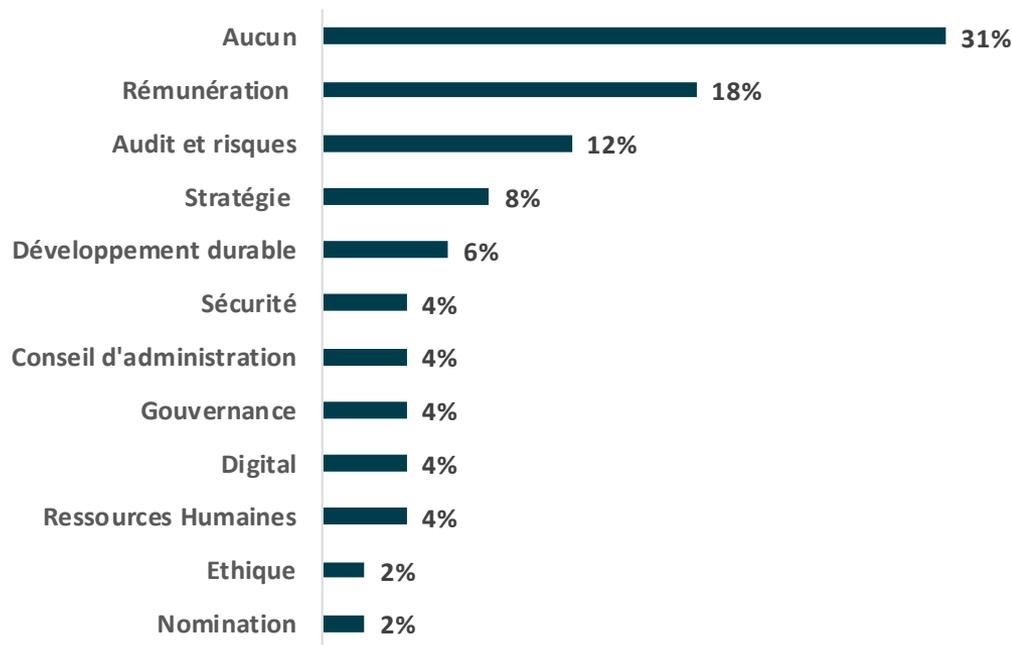
Implication croissante de l'actionnaire salarié dans les comités des conseils d'administrations

Quel est le nombre d'administrateurs représentant les actionnaires salariés au conseil d'administration (ou conseil de surveillance) de l'entreprise ?



68% ont au moins un administrateur actionnaire salarié

Dans quels comités siègent le ou les administrateurs représentant les actionnaires salariés ?



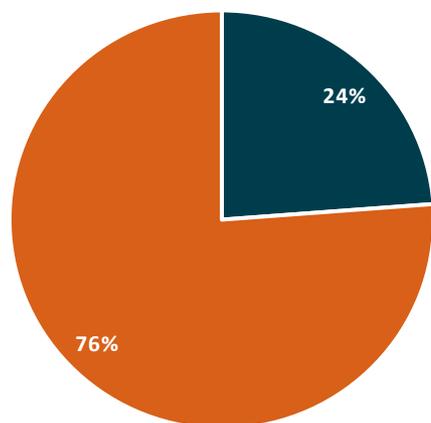
Encore **1 Actionnaire Salarié sur 3** qui ne siège dans aucun comité **contre 1 sur 2 l'année dernière**

Politique de l'entreprise en matière de LTIP



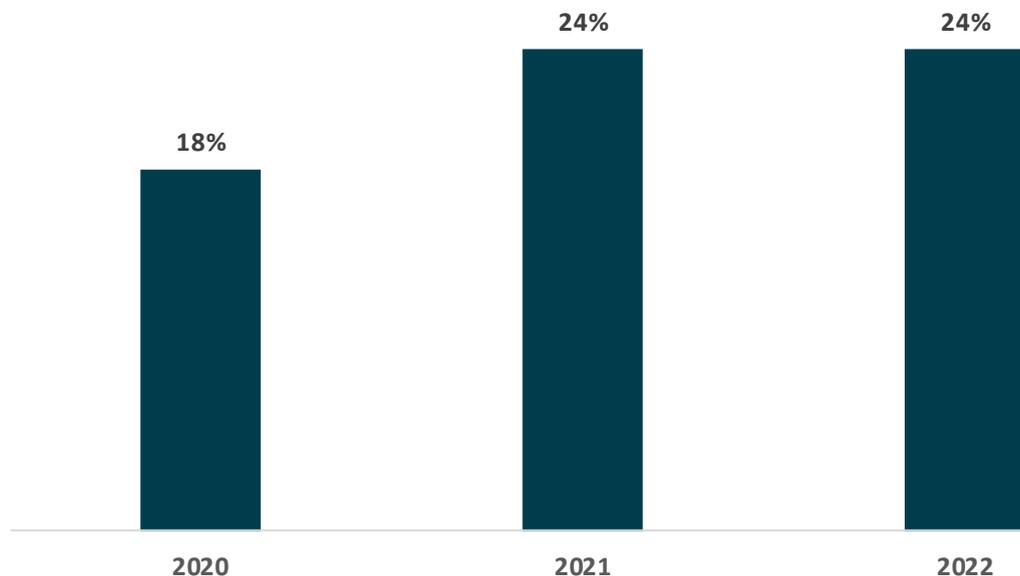
Une reprise modérée des plans gratuits d'actions pour tous

Votre entreprise a-t-elle mené des opérations d'attribution gratuite d'actions à une partie des salariés ?



■ Oui ■ Non

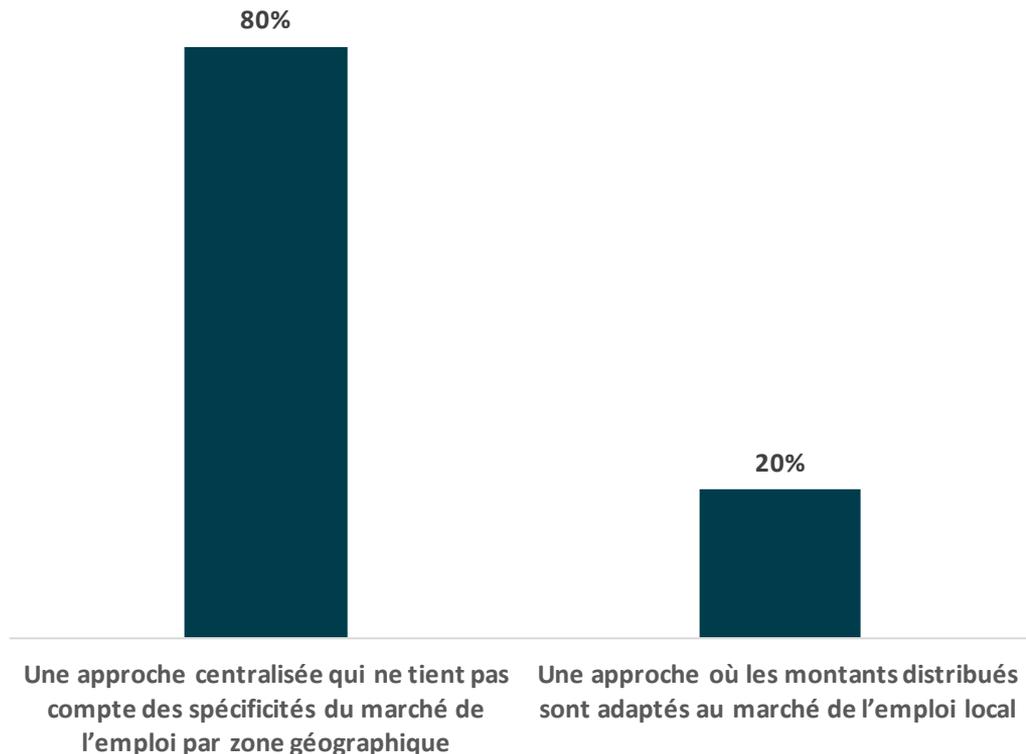
Si oui, en quelle(s) année(s) ?



60% des bénéficiaires de la dernière opération sont répartis dans **+ de 11 pays**

Les plans d'attribution de LTIP sont, à une très grande majorité, centralisés et homogènes

Quelle a été votre approche de la politique d'attribution de LTIP ?



Loi Pacte



Loi Pacte : le forfait social est considéré comme la mesure la plus importante



La réduction du forfait social sur l'abondement à 10 % en cas d'acquisition de titres de l'entreprise



La possibilité d'effectuer un abondement unilatéral pour l'acquisition d'actions de l'entreprise (avec indisponibilité de 5 ans)



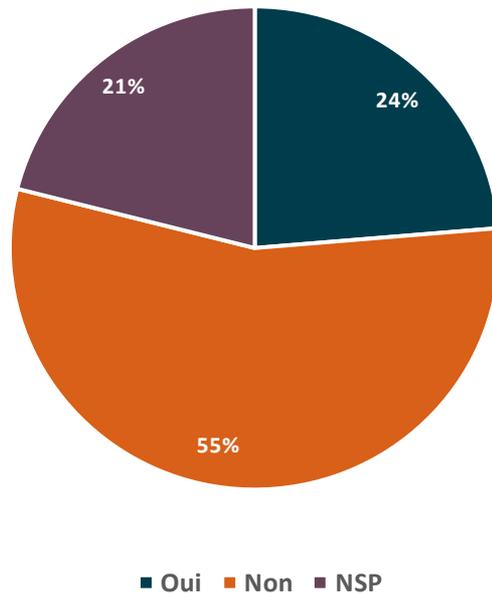
30 % de la décote en cas de blocage de 5 ans



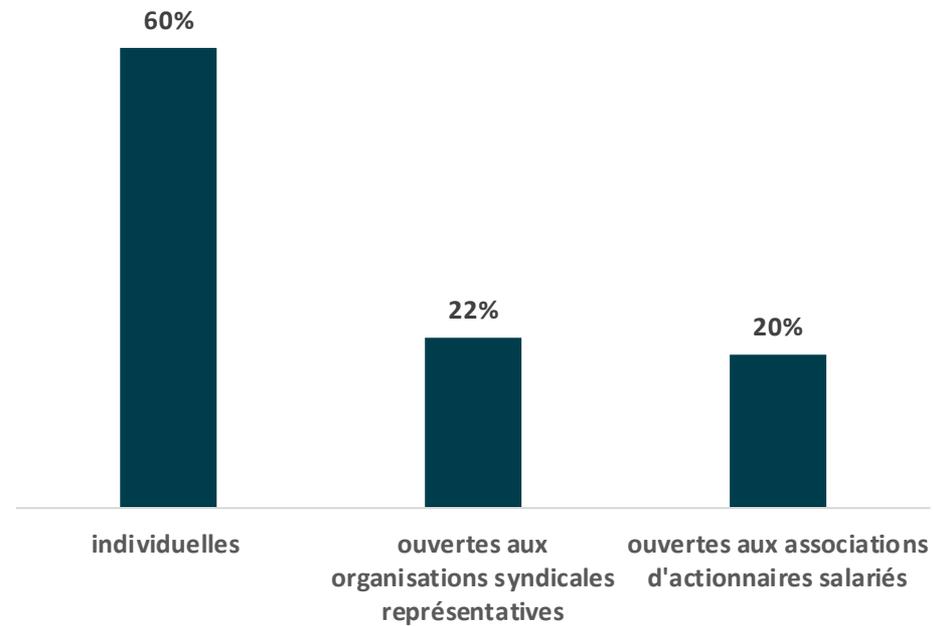
40 % de décote en cas de blocage de 10 ans

Loi Pacte : redistribution des parties prenantes sur l'actionnariat salarié

Depuis la Loi Pacte, les Organisations Syndicales sont-elles plus impliquées dans l'actionnariat salarié ?



Lors des dernières élections les candidatures étaient :

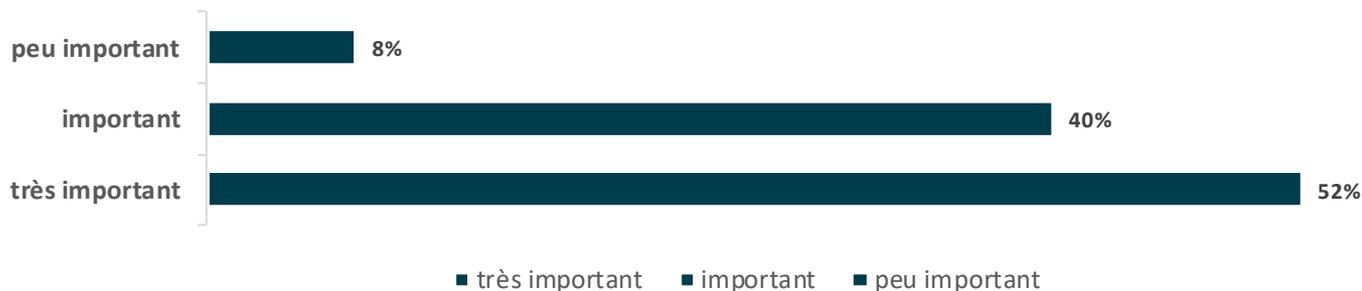


La loi Pacte et les représentants des porteurs de parts de parts des FCPE

Depuis le 1er janvier 2021, tous les représentants des porteurs de parts devront être élus par ces porteurs de parts, à votre avis est-ce ?

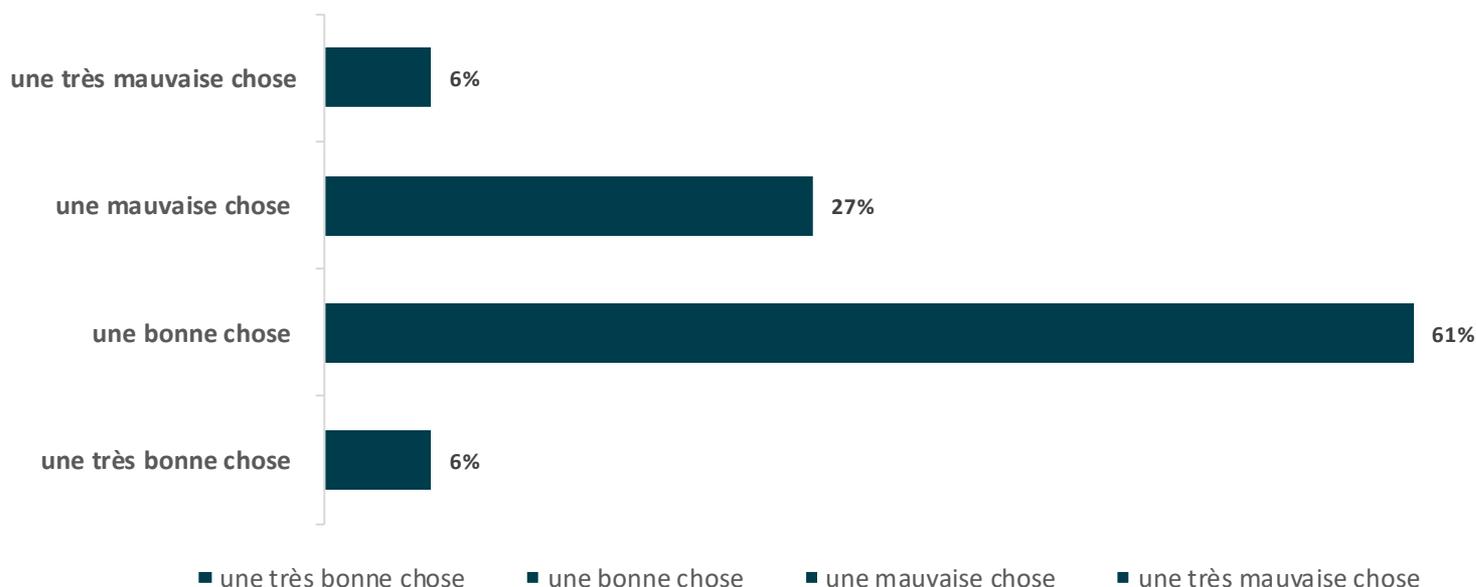


Le droit à une formation économique, financière et juridique d'une durée minimale de 3 jours pour les représentants des porteurs de parts dans les conseils de surveillance des FCPE est :



La loi Pacte et les représentants de l'entreprise au sein des FCPE

L'interdiction pour les représentants de l'entreprise dans les Conseils de surveillance des FCPE de prendre part au vote des résolutions présentées en Assemblée générale est :

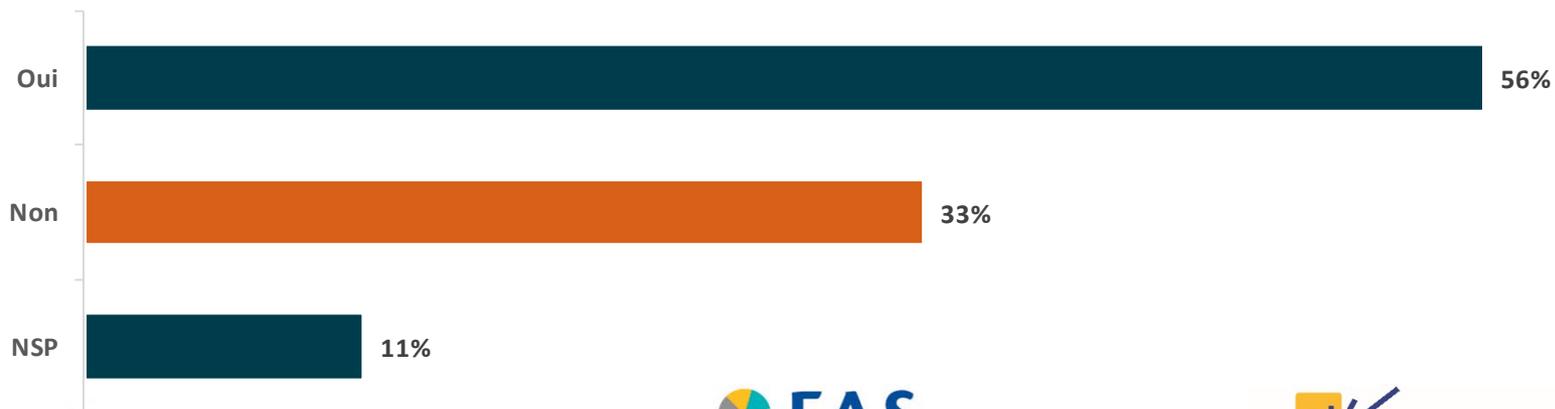


Peu d'entreprises ont mis en place des dispositifs de conseil aux salariés qui sont majoritairement automatisés

Avez-vous mis en place des dispositifs de conseil aux salariés dans votre entreprise pour le placement de leur épargne salariale ?



Si oui, le système est-il automatisé ?



Conclusion



Les enseignements de l'enquête 2023

→ L'actionnariat salarié se porte très bien

- En France, plus de 50 % d'actionnaires salariés dans 81 % des entreprises participantes
- **60 % des entreprises répondantes prévoient de lancer une opération d'actionnariat salarié en 2023**

→ Démocratisation des offres à l'international

- A l'international, plus de 25 % d'actionnaires salariés dans 40 % des entreprises participantes
- Les taux de souscription moyens sont stables par rapport à l'année précédente, mais restent inférieurs aux taux constatés en France
- La mise en place d'un FCPE dans certains pays reste difficile pour les entreprises donnant recours à l'actionnariat en direct

→ Les formules classiques sont privilégiées et accompagnées d'abondement

- La formule levier perd du terrain au profit de l'abondement unilatéral
- Croissance des plans accompagnés d'abondement de l'entreprise (8 sur 10) et 44% bénéficient de facilités de paiement (stable)



Les enseignements de l'enquête 2023

- ➔ **Forte hausse du montant moyen de l'apport personnel (entre 1 501 et 5 000 €)**
 - L'intéressement et la participation alimentent principalement cet apport
- ➔ **Le succès des offres réservées aux salariés reste avant tout lié à leur régularité, aux avantages consentis et apparaît désormais dans l'engagement sociétal**
 - L'inclusion des plans d'actionnariat dans l'engagement RSE est un fort incitateur de développement
- ➔ **En matière de gouvernance, un accroissement et une confirmation des progrès constatés**
 - 1 entreprise sur 2 a un Administrateur représentant les Actionnaires Salariés
 - dont 2 sur 3 siègent dans un comité du conseil d'administration
- ➔ **Les plans d'attribution gratuite d'actions sont de plus en plus ouverts à l'ensemble des salariés :**
 - Mais les plans collectifs restent exceptionnels
- ➔ **L'actionnariat salarié levier de la montée d'influence de la RSE**

MERCI



CLIFFORD
CHANCE

